



**DÉBAT GÉNÉRAL DE LA 77^e SESSION DE L'ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES**

**Thème : « *Un tournant décisif : des solutions transformatrices face à des défis
intriqués* »**

**DÉCLARATION DE
SON EXCELLENCE MONSIEUR ALASSANE OUATTARA
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE**

New York, 21 septembre 2022

Monsieur Csaba Kőrösi, Président de la 77e Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies ;

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;

Monsieur António Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies ;

Excellences Mesdames et Messieurs ;

Honorables Délégués ;

Monsieur le Président,

Je voudrais, tout d'abord, vous féliciter pour votre brillante élection à la présidence de la soixante-dix-septième (77e) Session de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Je vous souhaite plein succès dans l'accomplissement de cette haute mission.

Je tiens également à adresser mes sincères félicitations à votre prédécesseur, M. Abdulla Shahid, pour son leadership remarquable et sa gestion efficace de nos travaux lors de la session écoulée. Ses initiatives louables, dans un contexte difficile, marqué, notamment, par la pandémie de COVID-19, ont permis d'entretenir l'espoir en un avenir meilleur.

Je voudrais rendre un vibrant hommage à Monsieur António Guterres, Secrétaire Général des Nations Unies et l'assurer du plein soutien de mon pays à ses efforts inlassables visant à renforcer le rôle de notre Organisation commune dans la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Monsieur le Secrétaire Général, tous mes encouragements vous accompagnent, notamment, dans la mise en œuvre des propositions pertinentes contenues dans votre rapport intitulé « Notre Agenda Commun (NAC). »

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs,

La Côte d'Ivoire se félicite des succès majeurs obtenus dans bien des domaines par l'Organisation des Nations Unies depuis sa création.

Dans ce cadre, mon pays voudrait remercier le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) qui a déclaré, le 30 juin 2022, la fin du statut de réfugié ivoirien. Je saisis cette occasion pour saluer l'excellente coopération entre le HCR et mon pays.

Toutefois, la multiplication et la complexité des défis en matière de paix et de sécurité, de démocratie, de protection des droits de l'homme, la préservation de l'environnement demeurent des sujets de préoccupation.

Je salue la pertinence du thème de la présente Session, qui nous invite à envisager des solutions pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs,

L'aggravation des tensions géopolitiques et l'émergence de nouveaux conflits internationaux mettent à mal la paix et la sécurité internationales.

La guerre en Ukraine vient de nous rappeler que la paix est une quête permanente qu'il est impérieux de poursuivre sans relâche.

Cette confrontation, avec le risque d'un recours à l'arme nucléaire, continue de fragiliser la paix mondiale et de plonger l'humanité dans des crises multiformes. Elle nous révèle, encore une fois, les limites de l'option militaire dans le règlement des conflits.

C'est pourquoi, la Côte d'Ivoire qui n'a de cesse de prôner la coexistence pacifique ainsi que le recours au dialogue dans la recherche de solutions aux différends entre les Nations, tient à renouveler son appel à la cessation immédiate et définitive des hostilités en Ukraine.

Cette guerre a de sérieuses conséquences économiques, financières et sociales sur les pays africains. En effet, la hausse du prix du pétrole et les difficultés d'approvisionnement des marchés en céréales et en engrais ont entraîné une inflation généralisée, une hausse des taux d'intérêts sur les marchés internationaux et un ralentissement de la croissance mondiale.

Ainsi, pour plusieurs pays africains, ce conflit se traduit par une difficulté à financer leurs économies et une augmentation des prix des produits de première nécessité et des cas de famine, en raison de leur dépendance aux céréales et aux engrais en provenance d'Ukraine et de Russie.

Cette situation a conduit le Gouvernement ivoirien à subventionner les prix des produits pétroliers et le blé et à plafonner, temporairement, les prix de plusieurs produits alimentaires de grande consommation en vue de soutenir les ménages, notamment les plus défavorisés.

Je salue la signature, à Istanbul, le 22 juillet 2022, sous l'égide des Nations Unies et de la Turquie, de l'Accord sur la sortie du blé ukrainien. Nous regrettons cependant que seulement 17% du blé exporté d'Ukraine depuis cette date aient été réservés aux pays africains.

Face à ce constat, la Côte d'Ivoire demande, à nouveau, que la priorité soit accordée à l'Afrique dans l'application de l'accord d'Istanbul.

Par ailleurs, nous lançons un appel pressant aux institutions financières internationales et aux partenaires au développement de l'Afrique, en vue de mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir les pays les plus fragiles afin de faire face aux effets multiformes du conflit en Ukraine.

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs,

Les opérations de maintien de la paix des Nations Unies représentent la manifestation tangible de notre action collective au service de la paix dans les pays victimes de conflits. La Côte d'Ivoire, qui a abrité l'une des plus importantes opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique, mesure à sa juste valeur le sacrifice consenti par les pays contributeurs de troupes, afin de permettre le retour de la paix et de faciliter la reconstruction post-conflit.

C'est fort du succès de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et de notre foi aux valeurs de la Charte des Nations Unies, que mon pays a décidé de

participer activement aux opérations de paix des Nations Unies, comme je l'ai déclaré devant le Conseil de sécurité, en décembre 2018.

Je me réjouis à cet égard de la participation de la Côte d'Ivoire à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) et à la Mission des Nations Unies en République Centrafricaine (MINURCA).

Je salue le professionnalisme des contingents ivoiriens déployés dans ces opérations. Je m'incline devant la mémoire des soldats ivoiriens morts pour servir la cause de la paix dans le pays frère du Mali, qui a résolument besoin de l'engagement de tous à ses côtés dans sa lutte contre les groupes terroristes armés.

Malheureusement, dans ce contexte de lutte contre le terrorisme, quarante-six (46) soldats ivoiriens, déployés en qualité de 8e détachement de l'Élément de soutien national (NSE) au sein de la MINUSMA au Mali, y sont injustement détenus depuis le 10 juillet 2022. J'appelle, à nouveau, à leur libération, sans délai.

Mon pays encourage les autorités maliennes à concentrer leurs efforts sur la lutte contre le terrorisme et à mettre en œuvre, de façon résolue, les différentes étapes du chronogramme de la transition ainsi que les réformes politiques et institutionnelles en vue des élections présidentielles prévues en février 2024, pour le bien-être du peuple malien.

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs,

Le terrorisme continue de représenter une menace majeure contre la paix et la sécurité internationales, et un immense défi qu'aucun pays n'est encore parvenu à relever seul. C'est pourquoi, nous devons renforcer nos instruments collectifs de lutte contre ce fléau, et faire preuve de solidarité et de détermination.

A cet égard, mon pays salue l'action déterminante de la France et de ses partenaires européens au Sahel, et réitère son appel en faveur d'une plus grande implication des autres grandes puissances dans la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans le Golfe

de Guinée, en soutien aux armées nationales, à la Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) et à l’Initiative d’Accra.

Afin de contribuer à cet effort collectif, la Côte d’Ivoire met à la disposition des pays africains, l’Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme, structure basée dans la ville balnéaire de Jacquville, qui forme à tous les métiers civils et militaires de la lutte contre le terrorisme.

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs,

Notre Session se tient au moment où la crise énergétique consécutive à la guerre en Ukraine, tend à compromettre les progrès et les avancées observés en matière de réduction d’émission des gaz à effet de serre, notamment à travers un retour, dans certains pays industrialisés, à l’utilisation du charbon.

Le temps, hélas, nous est désormais compté, et nous devons agir vite et mettre en œuvre l’ensemble des engagements contenus dans l’Accord de Paris, afin de réaliser l’objectif de maintenir le réchauffement de la planète en dessous du seuil de 1,5 degré Celsius.

Pour atteindre cet objectif, les pays développés doivent drastiquement réduire leurs émissions de gaz à effets de serre et honorer leur engagement de mobiliser 100 milliards de dollars par an, en faveur des pays en développement.

La COP 27, qui se tiendra en Egypte, offrira, j’en suis convaincu, une nouvelle occasion de renouveler l’engagement politique de toutes les parties prenantes à contribuer au financement de la lutte contre le réchauffement climatique.

Je voudrais indiquer, à nouveau, que mon pays respectera ses engagements au titre de l’Accord de Paris sur le climat, et entend œuvrer à la protection de son patrimoine forestier et de sa riche biodiversité. C’est tout le sens de « l’Initiative d’Abidjan » (Abidjan Legacy Programme), lancée à l’occasion de la 15e Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies pour la Lutte contre la Désertification (COP 15), que la Côte d’Ivoire a eu l’honneur d’abriter, du 9 au 20 mai 2022.

Je me réjouis de la mobilisation exceptionnelle et du soutien financier des partenaires au développement en faveur de l'Initiative d'Abidjan, qui a très rapidement recueilli les ressources nécessaires à sa mise en œuvre, soit plus de 2,5 milliards de dollars américains.

Monsieur le Président,

Excellences Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, plus que jamais, l'humanité est à un moment charnière de son avenir. Les menaces auxquelles nos pays sont confrontés, nous obligent à davantage de solidarité, de collaboration, de justice et d'équité, principes qui fondent le multilatéralisme auquel mon pays reste attaché.

C'est dans cet esprit que la Côte d'Ivoire appelle à une réforme en profondeur du Conseil de sécurité des Nations Unies, au sein duquel l'Afrique trouverait sa juste place.

Je vous remercie de votre aimable attention.